



Impacts sanitaires de l'exploitation minière industrielle en Afrique subsaharienne : le cas du Burkina Faso

Le secteur minier en Afrique subsaharienne, notamment au Burkina Faso, a connu une croissance rapide ces dernières années avec l'établissement de nouvelles mines industrielles. Si l'extraction de ressources naturelles peut favoriser la croissance économique, elle peut aussi avoir des effets négatifs sur la santé et le bien-être des communautés locales. Les résultats majeurs du projet d'évaluation de l'impact sur la santé pour le développement durable (HIA4SD) fournissent des nouvelles connaissances sur ce sujet complexe et pertinent.

Photo: Des écoliers marchant vers l'école sur une route longeant la clôture d'une grande mine d'or industrielle au Burkina Faso © Hyacinthe Zabri

MESSAGES CLÉS

- Les mines ont un large éventail d'impacts socio-économiques et environnementaux qui affectent la santé et le bien-être des populations locales.
- L'équité en matière de santé est une préoccupation majeure, les femmes et les ménages les plus pauvres étant affectés de manière disproportionnée par les risques sanitaires.
- Divers impacts sur la santé ont été identifiés, notamment sur les maladies sexuellement transmissibles, les maladies diarrhéiques et les maladies chroniques.
- L'évaluation des questions de santé dans les études d'impact permettrait de prévoir et d'atténuer les impacts négatifs sur la santé et de promouvoir la santé et le bien-être.

Principaux résultats : Présentation des résultats de la Q- Study

Dr. Virginie TALLIO

Atelier de restitution des résultats du projet HIA4SD
Ouagadougou, Burkina Faso
30 juillet 2021

La Q-method: pourquoi ?

- Une méthode d'analyse de discours combinant le quantitatif et le qualitatif
- Permet d'étudier les différentes perspectives sociales sur un sujet, ici:

Comment institutionnaliser la santé dans l'évaluation d'impact des projets extractifs miniers au Burkina Faso?

- Met en lumière des **schémas d'opinion** parmi différents groupes de personnes (les Participant.e.s), ici:
 - **le secteur public:** Ministère de la Santé, Ministère des Mines et des Carrières, Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique
 - **le secteur privé:** les compagnies minières, les entreprises de consultance
 - **la société civile:** les ONG

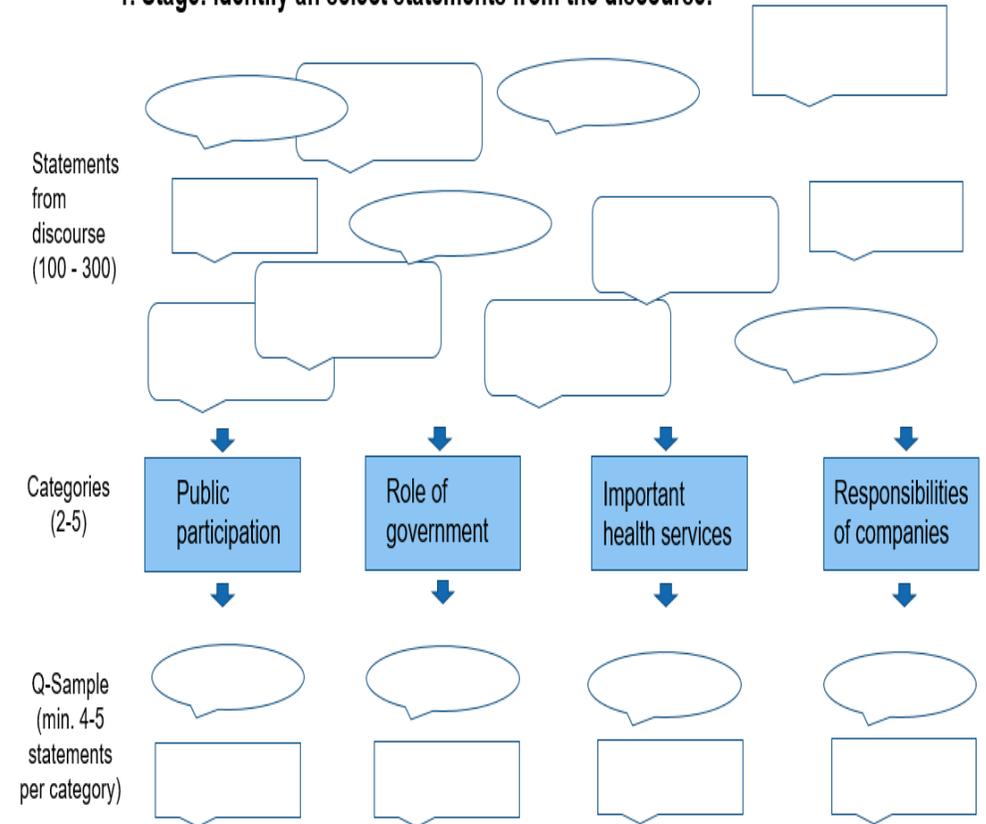
- Permet
 - de **cartographier** les zones de consensus et de désaccord
 - d'**identifier un socle commun** pour faciliter le dialogue entre les différents groupes

La Q-method: comment ?

Première étape

- Identification de Déclarations suffisamment clivantes pour provoquer une opinion tranchée
- Regroupement des Déclarations en thématiques
 - Obtention du permis d'exploitation
 - Surveillance
 - Coopération
 - Système de santé
- Sélection des Déclarations les plus significatives

1. Stage: identify and select statements from the discourse:

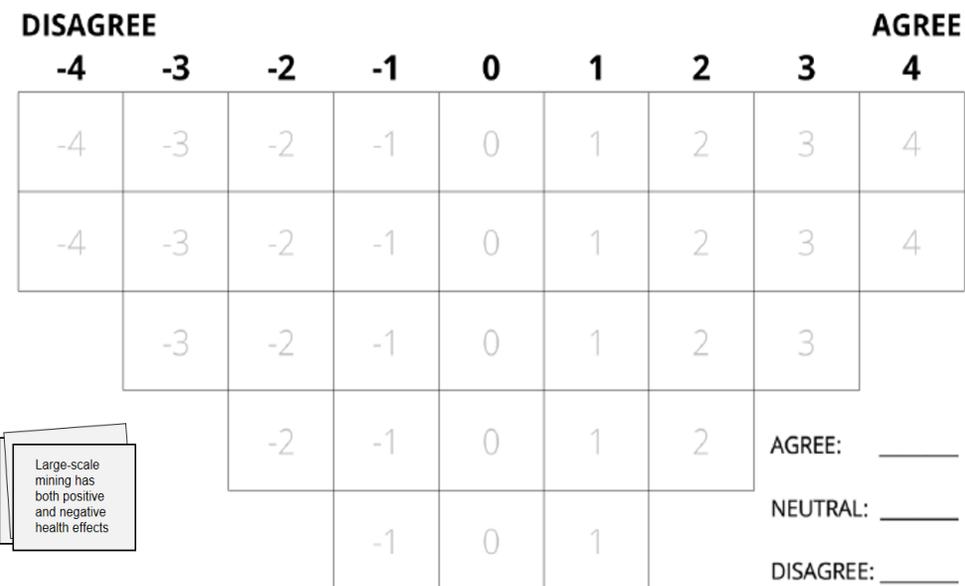


Deuxième étape

- Identification et enrôlement des Participant.e.s

Troisième étape

- Classement des Déclarations par les Participant.e.s



Large-scale mining has both positive and negative health effects

Health issues remain largely unattended by mining companies

Health Impact Assessments should be mandatory in large-scale mining

The main responsibility for public health in mining communities lies with the government

Public involvement and participation is essential at all stages of a Health Impact Assessment process

Regulations are only effective if companies have the capacity to change their production processes

Mining investments go parallel with health development activities in mining communities

Mining companies must provide health services to local mining communities

The are many rumours that chemicals from the mine negatively affect people - but they are not true

AGREE: _____

NEUTRAL: _____

DISAGREE: _____

La Q-method: analyse des schémas d'opinion

Première étape

- Utilisation d'un programme statistique pour créer un schéma d'opinion général
- Comparaison avec les schémas d'opinion individuels
- Recherche des zones de consensus et de désaccord

Deuxième étape

- Interprétation des résultats
- Suggestions de points pouvant faire avancer le dialogue

Résultats préliminaires

- **Soutien unanime pour une meilleure prise en compte de la santé publique**
 - Considérée comme primordiale dans l'industrie minière
 - Pas suffisamment prise en compte actuellement
 - Le secteur public est le garant de la santé publique
 - La santé publique ne peut pas être laissée aux mains des compagnies minières
- **Les prestations de services de santé publique aux communautés sont unanimement vues comme étant un devoir public**

- **Très fort consensus autour de l'idée que la surveillance de la santé publique doit être renforcée**
 - Par la collecte de données de base
 - Par un suivi régulier de ces indicateurs
 - Par des sanctions établies et claires
 - Par la création d'une unité de surveillance séparée au sein du Ministère de la Santé
- ! Les sanctions sont vues comme un outil politique crucial pour s'assurer du respect des règles**

- **Convergence des opinions sur les obligations réglementaires: vers une inclusion obligatoire de la prise en compte de la santé publique dans le plan de gestion**
 - C'est endorsé par les compagnies minières car cela clarifie ce qu'on attend d'elles
 - Ce serait un point de référence pour la surveillance des indicateurs sanitaires mais également pour l'établissement de sanctions
 - C'est endorsé par tou.te.s les représentant.e.s du Ministère de la Santé

- **Renforcer les capacités est également perçu comme étant primordial**
 - C'est nécessaire pour améliorer la surveillance des indicateurs sanitaires
 - Pas d'accord sur les institutions où ce renforcement est le plus nécessaire
 - Permettrait de renforcer la coopération entre les institutions
 - Résultat à modérer: les capacités disponibles ne sont déjà pas utilisées pleinement actuellement

- **Renforcer la coopération est aussi estimée comme primordial mais pour des raisons différentes**
 - La coopération et la coordination avec les acteurs locaux vue unanimement comme importante
 - La création d'un mécanisme de consultation entre les différents acteurs recueille des opinions plus diverses:
 - Peut être central pour renforcer la coordination de manière formelle et aligner les priorités entre compagnies minières et secteur public, ou entre les différents niveaux administratifs du secteur public
 - Moyen important d'accès à l'information
 - La coordination ne signifie pas forcément actions concrètes

- **La transparence des données sanitaires est vue comme cruciale**
 - Soutien unanime pour la communication des résultats des évaluations d'impacts
 - Large soutien à la publication régulière des résultats de la surveillance des indicateurs de santé publique
 - Soutien important mais pas unanime sur d'autres propositions concernant la transparence (publication des recommandations du Ministère de la Santé, etc)
 - Les ONG sont favorables à la publication des réponses faites par les compagnies minières aux plaintes reçues

Recommendations

- **L'inclusion d'indicateurs de santé publique dans le plan de gestion est la pierre angulaire d'une meilleure prise en compte de la santé publique**
- **Plusieurs thèmes centraux pour amorcer le dialogue :**
 - Les indicateurs sanitaires, à la fois la collecte de données de base et leur suivi régulier et systématique
 - L'établissement de sanctions et de mécanismes d'implantation de ces sanctions
 - La mise en place d'un plan de la gestion de la santé publique
 - Le renforcement des capacités
 - Des mécanismes de coopération et de coordination qui ne créent pas de rivalités et/ou évitent les doublons institutionnels
 - Le soutien efficace des compagnies minières aux services de santé publique